

MONGONGO

Bimensuel 28 décembre 2010

N°31

450 FC



Bonne année à tous nos lecteurs.

Et une année meilleure à tous les oubliés de notre société dont nous avons souhaité parler dans notre dernier numéro de 2010. En espérant que l'an prochain, une plus grande attention de tous, citoyens et autorités, rendra leur vie plus douce et plus heureuse.

La Rédaction

Unis, les albinos défendent mieux leurs droits et se font accepter

Depuis que les albinos vivent en association, ils ont pris conscience de leurs droits et de leurs capacités. Certains étudient, travaillent et se marient. Peu à peu les préjugés tombent, même s'il reste du chemin à parcourir.

Un albinos peut étudier, travailler, se marier comme tout le monde. Nous avons les mêmes droits. Nous ne sommes pas des sorciers. Les parents et la communauté doivent aider les albinos à s'épanouir», lance Jean Janvier Ndumba, président de l'Association pour la protection et le développement de la personne albinos (Aprodepa) lors des séances de sensibilisation dans les médias,

Les albinos seraient aussi sorciers, porte-malheur, inaptes au travail..., ils disparaîtraient la nuit. «Je prépare moi-même des chikwangués. Mais les gens refusent d'acheter à cause de ma peau. C'est ma sœur qui vend à ma place», se plaint Julienne Mokala. La naissance dans une famille d'un bébé albinos est souvent source de conflits et de divorce. «Mes tantes ne voulaient pas de ma mère parce qu'elle m'a mis au monde. Elle a fui avec moi de Lubumbashi», regrette Nathalie Kabeya, élève en coupe et couture au centre Simama, qui vit depuis deux ans dans une famille d'adoption. D'autres préjugés, tout aussi dangereux et sans fondement, disent qu'une mèche de cheveu d'un albinos accrochée à un filet de pêche apporte plus de poissons, ou plus d'intelligence à l'élève qui le noue à son stylo !!!



Un groupe des albinos lors d'une cérémonie à Kisangani. Crédit photo Mongongo

Ne pas se sous-estimer

Pour lutter contre ces préjugés, les albinos ont créé depuis 2006, l'Association pour la protection et le développement de la personne albinos. Une deuxième association, (OBEAC), celle pour le bien être des albinos a vu le jour en 2009. Les albinos devaient commencer par s'accepter, se rencontrer avant de se faire accepter par les autres. Dans les médias, églises, conférences-débats, familles, ils expliquent qu'ils ont les mêmes aptitudes physiques et intellectuelles que tout le monde, plaident pour leur accès à l'éducation, à l'emploi et au mariage. Brigitte Ndumba, la femme de Jean Janvier, infirmière témoigne : «Mon grand-père me disait que les albinos n'ont pas une longue vie. Mais j'ai dix ans de mariage avec trois filles de peau noire. Mon mari (albinos) est fidèle et compréhensif contrairement à mon premier conjoint».

Dans les écoles, ils réclament que les élèves occupent le premier rang à cause de leur problème de vue. Lors de réunions, ils apprennent des leçons d'hygiène : toujours porter le chapeau et une chemise manche longue pour se protéger contre le soleil, se laver chaque jour, fréquenter l'école, ne pas se sous-estimer... Ils reçoivent des crèmes solaires, des lunettes solaires et apprennent à coudre ou à tricoter, l'informatique, ce qui leur permet de mieux se valoriser. L'Aprodepa plaide pour une loi spéciale de protection des albinos et la construction d'un centre de santé spécialisée pour soigner leur peau.

Hortense Basea

ateliers et familles pour faire accepter les albinos.

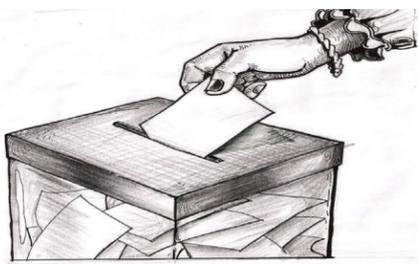
Petit à petit, les familles qui soutiennent leurs enfants albinos obtiennent des bons résultats. Le 6 décembre dernier, deux d'entre eux ont obtenu leur licence à l'Institut supérieur pédagogique libre (ISPL), en option Science professionnelle. J-J. Ndumba est directeur d'école, Servain Ndumba, secrétaire à la Direction des recettes de la Province Orientale (DRPO), Marc Paul Bougin est lui licencié en économie depuis 2009 de l'Unikis et directeur des études à l'école des sourds.

Des préjugés sans fondement

Ces avancées notables sont cependant loin de cacher les durs rejets et préjugés dont font toujours l'objet les albinos. «As-tu déjà vu le cadavre d'un albinos ?» s'interroge-t-on souvent. Selon une croyance très répandue, le corps d'un albinos disparaîtrait en effet après la mort. «J'ai un enfant de deux ans que j'ai eu avec un homme marié. Chaque fois, ma rivale me qualifie de monstre», se soucie Sylvie Konde, trouvée au PK 6 route Buta, dont le peau est recouverte de taches noires.

L'albinisme est dû à l'absence de mélanine qui protège la peau des radiations du soleil et donne un teint plus ou moins à la peau, aux poils et aux yeux. Ainsi les albinos, ont la peau d'un blanc rosé, des poils clairs et des pupilles rouges. Leur peau est très sensible au soleil et ils ont une moins bonne vue que les autres. C'est une maladie héréditaire rare qu'on trouve chez tous les peuples, surtout ceux qui ont la peau foncée.

PM.



Caricature Mongongo

Préparations des élections 2011

Le 20 décembre, la Commission électorale nationale indépendante a lancé la campagne d'information et de sensibilisation sur la révision du fichier électoral en Province Orientale avec les acteurs de la société civile, les partis politiques et des médias. Le coordonnateur provincial de la CEI, Jean Pierre Makakaro a exhorté les participants au volontariat et patriotisme pour la réussite de ce processus. L'enregistrement massif des électeurs aidera, en effet, la Province orientale, la plus

vaste et la peuplée du pays, à avoir des représentants en nombre suffisant. Le nombre de sièges des conseillers municipaux, de secteurs ou chefferies, de députés nationaux ou provinciaux est déterminé en fonction du nombre d'électeurs inscrits.

Selon le chef de bureau de la Monusco, en l'absence de financement, la CEI et autres acteurs se doivent de compter sur leurs propres forces. Toutefois, beaucoup d'acteurs de la société civile craignent de ne pouvoir atteindre les milieux le plus reculés faute des moyens.

A LIRE EN PAGE...

1 - Unis, les albinos défendent mieux leurs droits et se font ...
- Préparations des élections 2011

2 - La dure vie des retournés du Congo Brazza
- Kisangani : Un nombre croissant des filles mères.

3 - L'effroyable vie des vieillards dans les hospices
- Trop dure la vie des prisonniers
- LA VILLE EN BREF

4 - La lèpre : se faire dépister tôt, c'est en guérir
- ÉCHOS DE PROVINCE

La dure vie des retournés du Congo Brazza

Depuis leur retour au pays après 7 ans d'exil dus aux guerres, les rapatriés ont du mal à reprendre une vie normale. Ils vivent très pauvrement et trouvent difficilement des emplois.

Aidez-moi à trouver quelqu'un qui peut leur offrir même une boîte de lait, sinon je perdrais ma femme et ces enfants innocents». C'est le cri d'alarme d'Ebuse Mahendi, un des rapatriés de Congo Brazza dont la femme allaite son propre bébé et sert de mère nourricière à un autre dont la maman est morte au moment de l'accouchement.

Cette femme qui allaite son 9^{ème} enfant paraît faible et amaigrie, faute d'une bonne alimentation. Depuis 2007, deux vagues de réfugiés, revenus en 2000 et 2006, sont installées par le gouvernement sur le terrain situé à environ 12 km de la ville au-delà du cimetière de Segama, dans la commune de Mangobo. Dans le quartier, l'eau et l'électricité manquent. Les enfants et adultes souffrent de la

gale à cause des eaux sales des marécages qu'ils utilisent.

Les chambres à coucher sont séparées du salon par un pagne qui a changé de couleur comme rideau. Les enfants qui jouent dans la cour portent des habits en lambeaux et dorment sur les nattes. D'autres mangent les noix palmistes (ndika) faute de nourriture. Grâce à la Fédération luthérienne mondiale (LWF), en octobre dernier, les 48 maisons du site sans portes, ni fenêtres ont cependant été réhabilitées.

La grande majorité des 200 enfants ne va pas à l'école. «On me chasse de l'école chaque jour à cause des frais», explique Uputu Kennedy, élève de 2^{ème} du primaire à l'école Bosunga non loin du site. Le taux de natalité est élevé dans les

48 familles qui composent le site : un enfant par an par ménage. Dans chaque maison, on peut trouver 10 à 15 personnes. Ces populations mangent difficilement et n'ont pas les moyens de se soigner. À leur arrivée, le HCR leur a construit des maisons en terres et remis 500 \$ en nature (sacs de riz, ballots des friperies...) à chacun selon son option commerciale comme frais de roulement.

Pas de soins médicaux

«Je prie pour cette fillette de 9 ans pour que Dieu la guérisse, sa famille n'a pas d'argent pour l'amener à l'hôpital», explique M. Yenga, président des rapatriés et pasteur d'une petite église de la place. «Quatre personnes sont mortes cette année dont une jeune fille d'une vingtaine d'années au mois de mai à la suite d'hémorragie après un accouchement à domicile», témoigne Bwata Bomoto, un des rapatriés.

Selon un agent de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), «l'aide n'est pas éternelle. Ces rapatriés doivent fournir d'efforts pour gagner leur vie, seuls, comme tout autre Congolais».

Pour survivre, chacun fait ce qu'il peut : des potagers des aubergines, les amarantes, ananas... et des petits élevages de poules et canards dans leur parcelle étendue de 25 sur 40 mètres. D'autres sont sollicités comme main d'œuvre par les agriculteurs. Huit ont abandonné leurs maisons pour se rendre dans la province de l'Equateur.

Mustapha Mulonda



Cette rapatriée allaite à la fois son propre bébé et celui de sa voisine morte au moment de l'accouchement. Crédit photo Mongongo

Kisangani : Un nombre croissant des filles mères

La sexualité précoce expose les jeunes filles aux grossesses non désirées qui les rendent mères. Ces filles sont de plus en plus nombreuses dans les rues et quartiers car les hommes responsables de ces actes les abandonnent. Cela s'accroît par l'échange des faveurs sexuelles contre les avantages matériels qui constitue pour certaines filles le principal moyen de survie.

J'ai vécu des moments difficiles avec mon fiancé avant qu'il ne termine ses études. Il m'a rendu grosse mais, après ses études, il n'a pas tenu promesse et est parti» raconte les larmes aux yeux, C.L., la vingtaine révolue, avec son bébé entre les bras. Décue, elle élève seule son enfant. Comme elle, de nombreuses filles mineures deviennent mères trop tôt dans la ville. Elles sillonnent les rues, les bureaux, les quartiers, sous le soleil de plomb avec des bébés au dos pour vendre des habits usagés, des cacahuètes, des fruits (avocats, mandarines, bananes...). «J'achète une bassine de mandarines à 7000 FC (7.7 \$) et je gagne 2000 FC (2.2 \$)», explique Mireille, 17 ans, qui porte son bébé au dos. Le nombre de plus en plus élevé des filles-mères que l'on rencontre illustre bien cette triste réalité. Le centre de promotion sociale, qui les alphabétise, souligne qu'«en 2008, elle en a reçu 6 ; 12 en 2009 et 25 cette année. «L'augmentation est sensible. Cette année même l'effectif est passé de 20 à 60», note Bienvenu Sakananu, responsable de l'ong «Conscience», qui les forme au travail domestique. Un agent de la division des Affaires sociales affirme que son institution constate cet accroissement mais ne dispose pas des statistiques générales car aucune enquête spécifique n'est encore menée.

Sexualité précoce

«Après la mort de mon père, il n'y avait personne pour s'occuper de nous. J'ai commencé à «aimer» pour avoir un peu d'argent et je suis tombée enceinte», explique P.O, une orpheline habitant la commune Makiso. Diverses raisons conduisent les jeunes filles à cette situation. Les années de guerres ont disloqué les couples ou séparé nombre d'enfants de leurs parents. Certains sont des orphelins. Plusieurs militaires sont ainsi séparés de leurs familles. Des travailleurs ont perdu les emplois suite à la fermeture des industries ; des fonctionnaires sous payés, incapables de répondre aux besoins de leurs enfants. Les familles deviennent incapables d'encadrer et de protéger les enfants.. Difficiles pour les parents de nourrir, de vêtir et de scolariser leurs enfants. Ce qui leur fait perdre une certaine autorité face aux enfants qui prennent tôt les responsabilités

Si les garçons essaient de devenir taximen-vélos (tolekistes) ou motards pour se nourrir, ils abandonnent cependant les études. Les filles sont, elles, obligées d'exercer de petites activités peu rémunératrices. Certaines qui ne supportent pas la pression des pairs et veulent vivre au dessus de leurs moyens, vendent leurs charmes. «Mêmes les mineures se prostituent le soir aux alentours du marché central de Kisangani. L'influence des pairs et des médias en sont également pour beaucoup», explique Marien Mwamba, activiste des droits humains. Selon le Professeur Mavinga, psychologue et coordonnateur du groupe d'intervention psychosociale et d'action pour le développement des personnes vulnérables (GI-PAD), «les filles s'exposent à la déperdition scolaire, aux infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA, aux grossesses précoces».

Certaines vivent chez des parents démunis, d'autres sont chassées du domicile familial une fois qu'elles sont enceintes. En se débrouillant pour nourrir l'enfant, d'autres se font encore engrosser. Ce qui aggrave leur précarité. «A 15 ans, j'ai été enceinte, dès ma première expérience sexuelle. Je refusai d'avorter et le jeune



garçon a refusé de me recevoir chez lui», raconte A.M fixant son regard sur son petit garçon, au quartier Pumuzika dans la commune Tshopo. Ces filles, comme les enfants qui naissent, finissent parfois dans la rue.

Des structures de récupération

Certaines de ces filles qui ont la chance de passer par les structures étatiques et ongs sont informées sur les moyens d'éviter les maladies sexuellement transmissibles et les grossesses non désirées. Elles apprennent des métiers et à lire et écrire. «Nous leurs apprenons la coupe et couture, l'alphabet, ...», affirme Richard Afifi, secrétaire à la division provinciale des Affaires sociales. D'autres apprennent à fabriquer des savons et des pains, à l'agriculture. Les plus courageuses parviennent à devenir autonomes et vivre de leur métier. «La couture me permet de mieux vivre avec mes enfants car je gagne 5 à 10\$ par jour», se réjouit M.U. Beaucoup ne s'en sortent pas. Car, après la formation, elles doivent se débrouiller sans matériel de travail ou fonds de roulement. L'échange des faveurs sexuelles contre les avantages matériels constitue alors un moyen de survie.

Trésor Mokiango

L'effroyable vie des vieillards dans les hospices

Pour les vieillards de l'hospice de la 16^{ème} avenue, chaque jour est un cauchemar. Ils vivent dans une saleté repoussante, n'ont pas à manger, ne sont pas soignés, pas habillés, pas lavés... Tout le monde les oublie, y compris leurs familles.



Quelques vieillards devant leur hospice dans la commune de la Tshopo. Crédit photo Mongongo

L'hospice de vieillards de la 16^{ème} avenue dans la commune Tshopo est la maison de l'horreur. Les chambres qui ne sont pas nettoyées dégagent une odeur insupportable, les murs sont noirs. «Nos voisins les plus proches sont les rats, les moustiques, les saletés», déclarent les pensionnaires. Dans une chambre sans fenêtre, un vieil homme de 101 ans, aveugle et sourd muet, sent très mauvais. En face Yafali Victor dit ne pas avoir mangé depuis deux jours. Chaque matin, il place sa chaise longue devant la porte pour mendier. Plus loin, quatre pensionnaires, sur des lits différents, trois femmes et un homme, se partagent une petite chambre. Ceux qui ont encore un peu de force physique mendient dans les rues, boutiques, bistros. «Mes habits font plus d'un mois sans être lavés», déclare Lofu Njaj, qui regrette la mort de ses cinq enfants qui pouvaient prendre soin de lui.

Pas nourris, pas soignés

«Nous recevons seulement chaque mardi et jeudi un plat de riz et haricot cuits des fidèles de la paroisse catholique Saint Joseph», regrette Victor Yafali. Il est cependant content qu'ils aient un endroit pour dormir et se protéger des intempéries. Ceux qui vivent là, pour la plupart, n'ont pas de la famille sur place ou leurs familles les ont abandonnées ou accusées de sorcellerie.

Le centre de santé n'a pas de médicaments. Ceux qui ne marchent pas ne sont pas soignés car la malpropreté des chambres repousse infirmiers et visiteurs. Selon Batilonge Joseph, l'infirmier titulaire du centre de santé, le tableau est peu reluisant : «Le 7 décembre dernier, une vieille femme est morte de suite de brûlures dans sa chambre. Trois sont décédés cette année de maladies. Un autre cogné par un motard quand il est sorti pour mendier : cinq décès en une année. Deux sont gravement malades». Cet hospice de la division des Affaires sociales compte quatre bâtiments de 10 chambres chacun et héberge 33 pensionnaires.

Dans l'autre hospice de vieillards dans la commune Mangobo, tenu par les prêtres catholiques, les 13 pensionnaires vivent dans des conditions acceptables. Les fidèles de la paroisse Catholique Christ Roi s'organisent en groupe et à tour de rôle pour préparer chaque jour à manger aux vieillards. Les prêtres leurs donnent de temps en temps des vivres et autres. Mais tout le monde n'y a pas accès faute de moyens.

Des aides sporadiques

«Depuis les années 90, la division ne reçoit plus des subsides pour leur venir en aide. Localement, ce sont les maigres recettes de location du corbillard et des frais de loyer de certaines chambres de cet hospice qui aident à acheter la nourriture pour ces vieillards une fois par mois», explique d'un air impuissant Léon Batiale, chef de division des Affaires sociales. C'est lors des grandes fêtes, que les entreprises, les politiciens et autres personnes de bonne volonté leur viennent en aide souvent pour faire leur propagande.

Les responsables des hospices conseillent aux familles de les garder à la maison et de venir chercher ceux qui sont dans les hospices. «Comme l'ont fait un groupe de petits fils qui ont récupéré leur grand-père six mois après à la grande satisfaction de tous», témoigne un chrétien de la paroisse Christ Roi de Mangobo. Mais très peu de Boyomais ont le courage de venir rendre visite même à leurs grands parents.

Cosmas Mungazi

Trop dure la vie des prisonniers

Les prisonniers manquent de tout, de soins, de nourriture, d'hygiène, de confort. Certains meurent de faim et de maladie. D'autres restent des mois ou plus sans être jugés, surtout les plus pauvres. Les efforts du gouvernement ne suffisent pas pour leur donner des meilleures conditions carcérales.

«Depuis trois jours, je ne mange pas, je suis malade et les médicaments qu'on me donne, ne me guérissent pas», témoigne désespéré un détenu à la Prison centrale de Kisangani. Dans la cour intérieure, des prisonniers oisifs assis ça et là échangent entre eux. Ils portent des habits sales ou en lambeaux, les seuls dont il dispose en l'absence d'uniforme. L'attente de la distribution du repas est leur seule activité.

Dans les dortoirs, les 450 détenus dorment sur le ciment. Dormir sur une natte ou sous une moustiquaire paraît réservé aux rares «nantis». Entre 80 et 90 pensionnaires s'entassent dans un seul dortoir qui dégage une odeur répugnante. Les murs du bâtiment délabré cèdent sous le poids de l'âge. Les soins médicaux sont presque inexistantes et les règles d'hygiène sont peu observées. «La Monusco a réhabilité 8 portes sur les 18 que compte la prison centrale. Les 10 autres sont très délabrées», explique Kudura Ramazani, le directeur de prison centrale.

Situation dramatique

Grâce à la synergie entre le Comité international de la croix rouge, la Maison Saint Laurent des Prêtres du Sacré-cœur et la Mairie de la ville,

les détenus de la prison centrale, mangent une fois par jour depuis fin 2009, et ont un raccordement à l'eau, mais les savons manquent. Ceux de la prison de haute sécurité d'Osio, à 20 km sur la rive gauche du fleuve Congo, sur la route Opala manquent de tout : pas de nourriture, pas de soins de santé, pas d'eau, ni d'électricité. Une dizaine de morts de famine et de maladie ont été enregistrés depuis le début de cette année et les évasions se multiplient.

Dans les cachots des commissariats de police et de l'armée, les conditions de détention sont inhumaines. Les gardiens militaires et policiers en poste exigent de l'argent avant toute visite familiale ou la prise de repas du détenu. Les personnes arrêtées dépassent les 48 heures de garde à vue prévues par la loi avant le transfert au parquet. Parfois, elles sont soumises au fouet (appelé café ou thé matinal). Ces geôles constituent aussi des foyers de torture morale et physique. Pierre Kibaka, activiste des droits humains, dépeint la situation : «Nos prisons sont dans un état de délabrement très avancé. Le gouvernement ne construit pas, ni n'aménage celles qui existent. Les prisonniers dorment à même le sol. Quelques organismes ont doté les prisons des nattes qui servent de couchettes. Aucun centre

de santé n'est aménagé et on enregistre beaucoup de décès. Les toilettes sont inexistantes»

Longues détentions sans jugement

«Je suis ici depuis un mois, mon plaignant a disparu et j'attends de voir le juge pour être fixé sur mon sort», témoigne un détenu à la Prison centrale. D'autres y passent des années sans être jugés. Jean Paul Lusamba, procureur de la République attribue ce retard à l'insuffisance du nombre des magistrats : une vingtaine pour toute l'étendue des districts de la Tshopo et de Haut Uélé.

Il faut avoir une famille dynamique et de l'argent pour que son cas soit vite traité. Les plus démunis sont les plus oubliés. «Ce sont les voleurs de poule qui sont en prison, ceux qui commettent les grands délits sont en liberté», fait remarquer Jean Paul Nyindu, acteur de la société civile. Même dans les cachots de police, les gens passent des mois sans être transférés au parquet. «Depuis un mois, j'attends mon transfert», se désole un détenu à l'amigo du commissariat de police Mangobo.

Lambert Lambe

LA VILLE EN BREF

Politique

Dans un communiqué du 15 décembre, le Gouverneur de Province se référant au message du Vice Premier ministre de l'Intérieur et de la Sécurité a nommé Augustin Osumaka, qui a déjà géré la mairie de mai 2007 à septembre 2008, au poste du maire de la ville, en remplacement de Guy Shiton Baendo. Ramazani Tabora a été nommé vice-maire en remplacement d'Albert Bonane.

Médias

21 décembre, première rencontre entre le nouveau ministre provincial de la Presse, de la Communication et les responsables des médias de Kisangani. Docteur Vincent Okoyo, exprime ses ambitions de donner une nouvelle image de la presse locale en cette période électorale, en garantissant la liberté d'expression. Il a insisté sur la responsabilité du journaliste qui doit donner une bonne information et une bonne formation à la population. Il invite aussi les responsables des médias au civisme fiscal. De leur côté les journalistes ont exprimé le vœu que les responsables des services publics rendent l'information accessible à tous les

organes de presse, que les autorités soutiennent les médias par des subventions et surtout la presse écrite en souscrivant des abonnements. Ils ont souligné aussi les interférences et menaces de certains agents de renseignement envers des journalistes.

Santé

Le 7 décembre, journée d'information sur les nouvelles recommandations pour soigner la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans. La prise de Zinc qui renforce l'immunité de l'enfant, donne de l'appétit et réduit la sévérité de la maladie qui peut tuer les enfants est conseillée.

DRPO

20 décembre, la Commission pour la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la fraude et la contrebande suspend les opérations de recouvrement de la Direction des Recettes de la Province Orientale (DPRO). Ses agents impayés depuis neuf mois ont, en effet, bloqué les voies d'accès à leurs bureaux en signe de protestation.

La lèpre : se faire dépister tôt, c'est en guérir

Dans les léproseries proches de la ville, on recense de nombreux nouveaux lépreux ce qui inquiète les familles. Pourtant un dépistage précoce permet de guérir les malades et d'éviter les mutilations.

Nous avons enregistré 123 nouveaux cas de lèpre qui sont sous traitement depuis une année à Yalisombo, Ubundu, Isangi, Wanierukula et Kisangani. La zone de santé d'Ubundu à elle seule compte 57 malades, suivie de la ville de Kisangani avec 43 cas déclarés», indique le docteur Jean Musafiri, coordonnateur provincial du Programme de lutte contre la lèpre et la tuberculose.



Le comité des lépreux de Maleke.
Crédit photo Mongongo

La communauté fait le même constat. «Nous avons 5 enfants âgés de 7 à 20 ans nouvellement atteints», affirme Basila Ndiba, président du comité des lépreux de Yalisombo, en aval du fleuve du Congo, dont trois enfants sont atteints. Ces nouvelles contaminations inquiètent les malades et les habitants. «Ma femme que j'ai épousée il y a 17 ans quand j'étais déjà atteint, souffre de cette maladie depuis deux ans», affirme Nestor Ailombe. Kisangani est la région la plus touchée du pays et une étude sera bientôt menée pour en cerner les causes, ajoute J. Musafiri.

La lèpre s'attrape souvent dès l'enfance quand un membre de la famille en est atteint. Mais l'incubation est très longue et la maladie se déclare généralement des années plus tard. Quand les lépreux sont traités, ils ne sont plus contagieux au bout de trois mois et guérissent après 6 à 24 mois de traitement.

Dépistage tardif

«Pour éviter la discrimination et le rejet, les habitations des malades sont confondues avec celles de la population. Dans les familles, les malades cohabitent avec les personnes saines. On mange ensemble malgré les nouveaux cas, il n'y pas

de réticence», reconnaît François Mokole Ambasa, chef du quartier Maleke. Des comportements à risque si toutes les mesures de protection et d'hygiène ne sont pas observées, surtout si les malades ne sont pas soignés.

«Les populations ne consultent pas ou le font tardivement. Elles hébergent la maladie. Ce qui rend difficile la lutte contre la lèpre», regrette le docteur J. Musafiri. Il invite tous ceux qui observent des taches plus claires que la couleur de la peau sur leur corps, à consulter gratuitement et le plus vite le centre de santé le plus proche. Les malades ont accès au traitement fourni par le Programme de lutte contre la lèpre et la tuberculose. Mais les malades se sentent de plus en plus abandonnés car disent-ils le personnel soignant évite de soigner leurs plaies et mutilations craignant la contamination. Ils n'ont pas non plus les moyens de soigner les autres maladies que le programme ne prend pas en charge. «Des infirmiers sont formés et présents dans les centres de santé pour les soigner» explique pourtant le docteur J. Musafiri.

Deux sites abritent les lépreux à Kisangani : 38 patients à Maleke à 13 km sur la route Kandanga vers l'aéroport de Bangboka et 55 à Yalisombo, localité située à 25 km en aval du fleuve Congo, dont 12 ont perdu tous leurs doigts.

Conditions de vie précaires

«J'ai contracté la maladie en 1961, je vis grâce à mes enfants», affirme Kayomba Augustin, ancien combattant de la force publique qui a perdu trois doigts à chaque main. Les plaies incurables et les mutilations ne leur permettent pas d'exercer un travail. Les malades dépendent de leurs familles démunies. Certains essaient de s'en sortir : «J'ai mon champ de manioc et de maïs d'environ 40m² qui m'aide avec ma femme et mes trois enfants», ajoute Nestor Ailombe, chef des lépreux de Maleke.

Créée depuis 2001, l'Initiative locale des Lépreux pour le Développement (ILLD) à Maleke élève les volailles et fait des champs communautaires. «En cas de deuil, la coordination achète le cercueil et nous cotisons aussi en signe de solidarité», explique F. Mokole Ambasa. Certaines Ong les aident : le Groupe Lufalanga, une Ong des droits humains, leur a remis en 2007 des habits, des vivres et des matériaux pour construire leurs maisons ; la coordination provinciale de lutte contre la lèpre et tuberculose a distribué 50 paires de sandales en novembre.

Armand Mkanisi

Une maladie en voie de disparition

La lèpre est peu contagieuse et guérissable. Elle se transmet souvent durant l'enfance par inhalation de «postillons» d'un lépreux contagieux ou par contact direct avec les plaies ou ulcérations ou par des objets souillés, linge, natte, oreillers. Elle s'attrape donc généralement en famille. Mais le bacille pourrait aussi être présent dans certains sols des endroits humides comme la forêt ou être véhiculé par des insectes tels que les punaises, ou les moustiques. Un traitement à base de trois antibiotiques vient facilement à bout de la maladie. Celle-ci a été éradiquée dans de très nombreux pays du monde, excepté dans certains pays d'Afrique et d'Asie du Sud Est.

PM.

ÉCHOS DE PROVINCE

Bunia Politique

Le 18 décembre, l'Union des Patriotes Congolais (UPC) de Thomas Lubanga et l'Union de la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerrhe, ancien président de l'Assemblée nationale ont annoncé, lors d'une conférence de presse, la création d'une coalition de l'opposition en Ituri. Toutefois, il existe deux comités parallèles de l'UNC, Zezabo Wakawani choisi par le représentant de l'UNC à Goma et Angaika Mbado choisi par Kinshasa, selon un député national élu de l'Ituri membre de ce parti politique.

Paix

Du 10 au 11 décembre une table ronde a été organisée par le Réseau Haki na Amani «Justice et Paix» sur la résolution des conflits de terre. Elle a réuni 65 chefs des secteurs, chefferies et notables du territoire d'Irumu. Dans cette région, les limites administra-

tives entre ces entités et surtout les conflits internes qui opposent les anciennes localités aux nouvelles créées suite aux mouvements des populations fuyant les guerres sont fréquent. Ces conflits qui étaient gérés par les sages des villages sont de plus en plus difficiles à résoudre. Jean Gaston Erabo, chef de chefferie Adisoma (45 Km de bunia vers Nyakunde) fait état de dénominations des certaines entités sans respecter les normes administratives. Les chefs locaux ont ainsi souhaité que la carte administrative laissée par les Belges depuis 1958 soit mise à leur disposition en attendant la descente sur le terrain de l'administrateur du territoire d'Irumu afin de faciliter les concertations.

Ousmane Sylla

Isangi

Un tournoi de football a été organisé en novembre dernier à Basoko (250 km en aval du fleuve) entre les équipes de Yangambi, Lokutu, Isangi et Basoko. L'objectif, était de sensibiliser les jeunes talents et de

mobiliser les supporters sur l'avenir du football du district de la Tshopo tombé en léthargie. Cette compétition, tenue dans des stades clôturés en bambous, a suscité l'engouement des supporters privé de ces spectacles depuis plus de 30 ans. Les recettes ont ainsi atteint 1000 \$ à Basoko. L'équipe Bandu de l'Okutu a remporté la coupe face à celle de Mungai d'Isangi par un score de trois buts à zéro. «Nous voulons que ces jeunes participent aussi aux compétitions nationales», déclare Perez Bolengelaka, président du comité organisateur. A Basoko et à Lokutu chaque ménage a contribué 200 fc pour soutenir leurs équipes à l'initiative des autorités locales. A Isangi, ce sont les personnes de bonne volonté qui ont contribué.

«Nous venons à l'entraînement sans manger mais notre ambition, c'est de jouer une fois au stade Lumumba de Kisangani», déclare Martin Falai, capitaine de l'équipe Mongai d'Isangi. Cette initiative a aidé les organisations sportives à lancer son affiliation à la ligue de football de la Province orientale.

Joesph BASSAY

Message de vœux de Noël 2010 et de Nouvel an 2011 du Recteur de l'Université de Kisangani.

A son excellence Joseph Kabila Kabange, Président de la République.
Nous, Pr Faustin TOENGAHO LOKUNDO, Recteur de l'Université de Kisangani, vous présentons, au nom de toute la communauté de notre Alma mater, nos meilleurs vœux de longévité, de bonheur et de prospérité à vous et à votre auguste famille.
Plaise à l'Eternel, notre Dieu de gloire, de vous remplir davantage de bénédictions pour permettre d'accomplir, dans la paix et sous sa protection, votre programme de modernisation des universités congolaises dans le cadre de l'œuvre grandiose de la reconstruction de la République Démocratique du Congo, votre cheval de bataille.

Aux membres des corps Académique, Scientifique, Administratif, Technique et Ouvrier, camarades Etudiants de l'université de Kisangani.
Je tiens à vous présenter, au nom du comité de gestion de L'Unikis et au mien propre, les vœux de bonheur, de longévité et de prospérité.
Que Dieu Tout-puissant, Maître de temps et des circonstances, vous comble de bénédictions, d'intelligence et de sagesse et vous assure la santé nécessaire pour vous permettre à chacun de donner le meilleur de lui-même en vue de la refondation effective de notre chère Université.

Fait à Kisangani, le 24/12/2010
Pr Faustin TOENGAHO LOKUNDO, Recteur

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Éditeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Moustapha Mulonda, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Cosmas Mungazi, Armand Mkanisi, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay
Ubundu : Fidèle Utula
Bondo : Vermont Kote
Isiro : Richard Tandro
Buta : Collard Limbombe
Bunia : Ousmane Sylla
Traduction :
Lingala : Pierre Komba

Swahili :

Jean Fundi
Distribution, marketing et maquette :
Jimmy Bakelenge
Tél : +243(0) 85 338 93 25
Supervision et formation :
Syfia international
Mail : contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros)

20 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum.
Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani